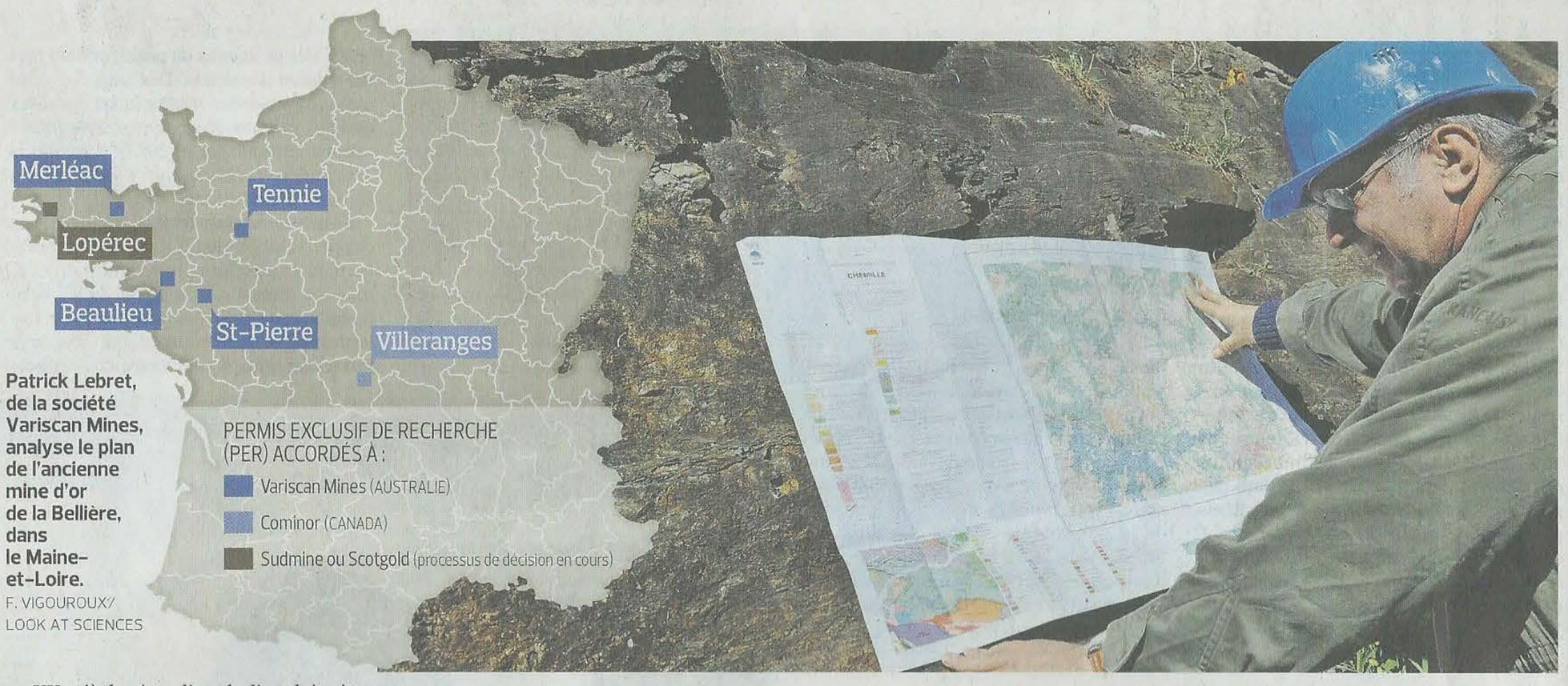
L'Hexagone à la recherche de son or perdu

En France métropolitaine, des compagnies minières tentent de trouver des filons inexploités.



Patrick Lebret, de la société Variscan Mines, analyse le plan de l'ancienne mine d'or de la Bellière, dans le Maine-et-Loire. F. VIGOUROUX/ LOOK AT SCIENCES

GÉOLOGIE À en juger par la douzaine de permis exclusif de recherche (PER) demandés à l'État et les six déjà accordés, c'est peut-être une nouvelle ruée vers l'or qui s'amorce en France métropolitaine, vingt-cinq ans après la fin de l'exploitation aurifère sur le territoire. En Bretagne, dans le Massif central, la Sarthe, l'Anjou, la Creuse ou la Loire-Atlantique, de nouveaux eldorados miniers se dessinent, dans les replis de la France rurale : Beaulieu, Saint-Pierre-Montlimart, Merléac, Villeranges, Tennie...

Pas question ici de ces chercheurs du dimanche qui se cassent les reins dans les ruisseaux en rêvant d'une poussière d'or dans leur batée. Mais de géologues certifiés, qui travaillent pour des compagnies minières comme Variscan, Sudmine ou encore Cominor, et qui quadrillent des hectares de campagne à l'aide des dernières technologies pour trouver des filons, ces veines de quartz remplies de minéraux où se tapit l'or.

Accordés par le ministère de l'Environnement, en lien étroit avec le ministère de l'Industrie et de l'Économie, ces PER ont été accordés pour cinq ans, renouvelables deux fois. Ils permettent aux sociétés de prélever et carotter les sols du périmètre défini par le permis - de 300 à 400 km² - pour voir la pertinence ou non d'un futur site d'exploitation. Une phase qui peut durer de trois à dix ans.

> **« On retraite les données acquises par le passé et on les réactualise pour identifier les cibles »**
> JEAN-CLAUDE GUILLANEAU, BRGM

Reste que les mirages sont nombreux dans ce rêve séculaire. Et que l'homme est prompt à prendre une paillette pour une pépite, quand il ne s'agit pas de pyrite, cette pierre trompeuse et sans valeur qu'on appelait jadis « *l'or des fous* ». Mais la ruée actuelle n'est pas aveugle. La plupart des sites en cours d'exploration concernent des mines historiques déjà exploitées. « *Sonder au doigt mouillé, sans données préexistantes, c'est une chance sur cent de trouver*, estime un expert, *mais c'est une sur dix si le site a déjà été travaillé.* »

L'insolite entreprise ne naît pas non plus d'un fantasme. Mais d'une nouvelle profession de foi industrielle, d'une volonté politique et de la réalité du gisement français, « *riche et paradoxalement inexploité* », s'éberluent les experts étrangers face à la carte géologique de l'Hexagone, rapporte Jean-Claude Guillaneau. Directeur des géoressources au célèbre Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), il assure que la métropole « *est propice au gisement d'or* ». L'Histoire le montre. Avec les Gaulois, mais vraisemblablement déjà au néolithique. On estime à 800 tonnes l'or extrait du sol français, depuis la plus haute Antiquité. Quant au XXe siècle, âge d'or de l'exploitation aurifère, la production métropolitaine (cumulée) est évaluée à 185,6 tonnes.

Aujourd'hui, sur ces sites détenteurs de permis de recherche, « *la question n'est pas de savoir s'il y a de l'or, car il y en a*, certifie Jean-Claude Guillaneau, *mais de savoir si les réserves sont assez importantes pour lancer la mine* ». Et pour ce spécialiste, « *oui, une mine peut voir le jour demain*, dit-il, *en tout cas on fait tout pour que cela se produise* ».

L'État aussi. À l'origine des premiers permis délivrés : Arnaud Montebourg et son ministère du Redressement productif. Avec la richesse du sol, un cours de l'or qui, malgré sa baisse depuis cinq ans, « *se tient plutôt bien* » (1 095 dollars l'once ces derniers jours) et le vent européen d'une politique minière éco-responsable à inventer, le pari se tente. En 2012, Montebourg entreprend donc de dresser un nouvel état des lieux de toutes les ressources françaises. Un élan qui a abouti le 1er avril dernier à la première réunion d'une sorte de « Grenelle » de la mine, présidé par Emmanuel Macron, pour lancer la « mine responsable ».

C'est le BRGM qui dresse cet état des lieux. Il reprend « l'inventaire », cessé en 1985 en raison de la chute des cours des métaux. « *On retraite les données acquises par le passé et on les réactualise pour identifier les cibles* », explique Jean-Claude Guillaneau. Cuivre, plomb, zinc, or... L'inventaire d'avant n'avait couvert que 20 % du territoire métropolitain. L'espoir est d'autant plus fondé aujourd'hui que les technologies ont beaucoup évolué depuis trente ans. Reste au filon à tenir ses promesses... car « *les statistiques restent cruelles*, rationnalise Michel Bonnemaison, directeur de Variscan Mines. *On a une chance sur 10 d'un succès, c'est pourquoi nous multiplions les demandes de permis, pour rembourser les 9 échecs* ». ■

D. DE M.

Le sol précieux d'un coin du Maine-et-Loire

DELPHINE DE MALLEVOÜE
ENVOYÉE SPÉCIALE À SAINT-PIERRE-MONTLIMART

SUR UN PARKING écrasé par le soleil de 16 heures, le ballet des manutentionnaires qui débauchent s'essaime dans un foisonnement de panneaux signalétiques propre aux sites logistiques. Devant cet entrepôt moderne, où souffle plus l'ère technologique que les alizés du passé, les indications interpellent. « *Allée des mines* », « *Livraisons Mine 1, Mine 2, Mine 4* ». Tout étranger au site doit montrer patte blanche... au chausseur Eram, dont le siège social se situe sur une ancienne mine d'or.

Là, à Saint-Pierre-Montlimart, petit village au cœur du Maine-et-Loire, gisait le précieux minerai, extrait à la main dès l'époque gallo-romaine puis exploité à coups de pilons broyeurs de 1905 à 1952 par la Société des mines de la Bellière *(lire ci-dessous)*. Quelque 110 ans et 10,5 tonnes d'or plus tard, l'espoir d'une renaissance galvanise le bourg et ses 3 400 âmes, nourri par la présence de deux géologues qui, outillés de drôles d'engins, arpentent ce qui reste de la mine et les champs alentours. Un an que le manège dure sous les yeux des riverains, à la fois exaltés et circonspects de les voir sonder leur jardin.

Leur permis exclusif de recherche (PER) en poche, armés de GPS, de « cuillères » et de « tarières » motorisées, Jérôme Gouin et Maxime Picault, les deux géologues, procèdent aux mesures et prélèvements nécessaires au diagnostic final de cette phase d'exploration : savoir si l'exploitation de la mine peut reprendre. « *Il faudra trois à cinq ans pour le déterminer, ce qui représente un investissement d'environ 10 millions d'euros* », estime Michel Bonnemaison, directeur de Variscan Mines, société orléanaise aux capitaux australiens, qui a obtenu ce PER pour Saint-Pierre-Montlimart.

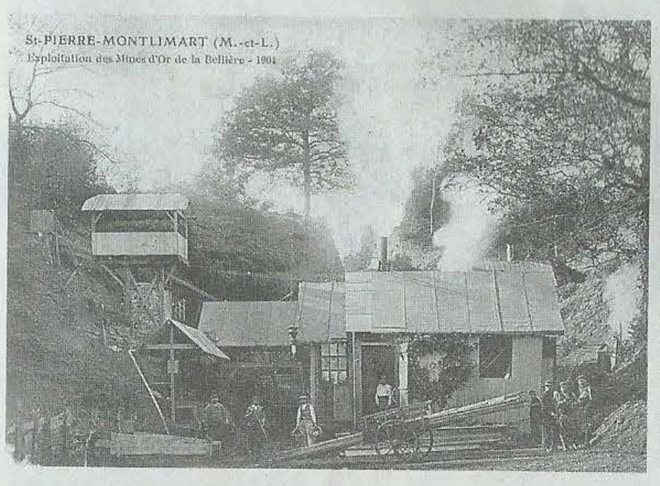
Les géologues ont du pain sur la planche : le permis couvre 386 km², soit 33 communes alentours. Les nouvelles technologies associées aux archives des travaux anciens de l'exploitation optimisent leurs recherches. D'ores et déjà, les relevés sont « *prometteurs* », disent-ils. En tout cas « *à la surface des sols* », la première phase avant d'attaquer, d'ici à l'automne, les carottages à 100 m de profondeur. De quoi connaître « *la quantité du gisement dans les sous-sols* » et de « *justifier ou non une future mine* », explique le géologue chef de projet. La constitution de l'or est motivante : « *Ici le métal est pur car il est composé de 90 % d'or et 10 % d'argent* », observe Maxime Picault. Et ses premières analyses révèlent un grammage d'or par tonne de roche supérieur à celui mesuré dans les années 1980, qui oscillait entre 2 à 5 g/t.

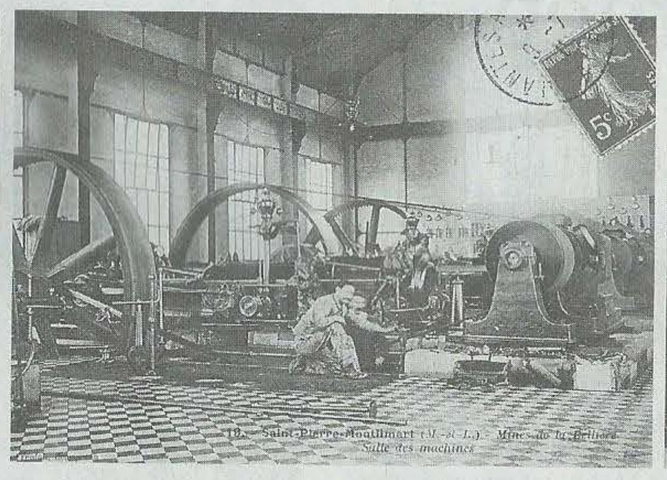
Guy, lui, « *n'y croi[t] guère* ». Enfant du pays, il préfère jouer la cagnotte du loto au bar-tabac de Montrevault, le village voisin, pour espérer « *faire fortune* ». « *C'est plus sûr !* », rigole-t-il. Pas forcément. Au temps de la mine, dont les 80 km de galeries traversaient le village, « *un filon de 20 mètres d'épaisseur sur plusieurs kilomètres a été trouvé, or il n'a été exploité que sur une centaine de mètres*, confie Jérôme Gouin. *Et seul le filon central a été travaillé, pas les alentours* ». Certains se voient même à l'œil nu dans le village, comme sur la route de Gesté, en contrebas d'un pavillon.

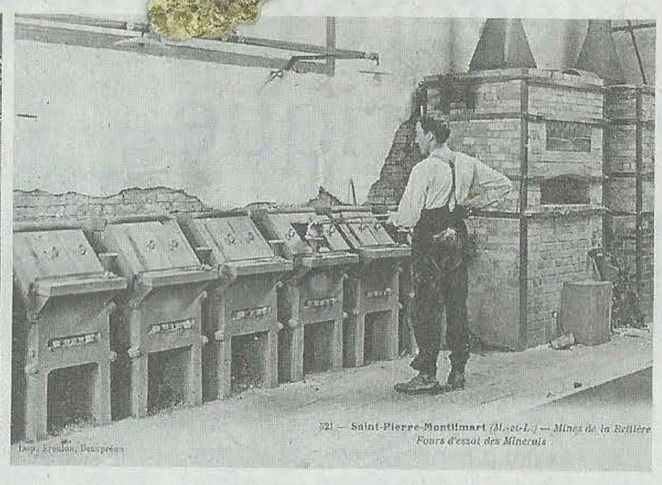
Sur le site de l'ancienne mine, chez Eram, la nature a repris ses droits mais son fantôme est bien là. Cuves, fosses, têtes de puits et restes métalliques du téléphérique qui charriait les wagonnets apparaissent ici et là à travers la végétation en friches. Et surtout beaucoup de sable. Des montagnes. Vestiges du résidu après le concassage et la cyanuration qui séparait la roche du précieux métal. Gardien du temple, embauché par Eram, René Musset fait partager sa trouvaille. Une galerie qu'il a trouvée « *en chassant le renard au déterrage* ». Son œil scintille. Enfant, à la mine, il avait « *interdiction absolue d'y mettre un pied* », raconte-t-il, heureux d'être aujourd'hui payé pour transgresser chaque jour l'interdit parental.

> **« Ici le métal est pur car il est composé de 90 % d'or et 10 % d'argent »**
> MAXIME PICAULT, GÉOLOGUE

Dans le village, la population « *accueille très favorablement ce grand projet qui est l'attractivité du territoire pour demain et une continuité avec l'histoire* », assure le maire, Serge Piou. Des précautions ont été prises, avec plusieurs réunions publiques organisées par l'édile et la compagnie Variscan Mines. « *On se donne la main pour marcher dans le même sens* », dit Serge Piou. Une pédagogie nécessaire pour éviter que les projets n'avortent. Comme dans la Sarthe, à Tennie, où la levée de boucliers des habitants a contraint Variscan à mettre « *en veille* » ses recherches d'or malgré le PER obtenu. L'exploration de la société concurrente, Cominor, en Creuse, est actuellement contestée aussi. Même si le monde minier assure qu'« *on est désormais loin des pratiques abusives d'autrefois* », la « mine sale », avec son spectre de grand polluant, a laissé des traces. Les associations environnementales sont vent debout et la lutte contre les projets miniers de toute nature (or, plomb, fer, zinc...) se structure en France. Samedi dernier, le festival No Mine's Land, organisé par le collectif Stop Mines 23, a réuni 800 personnes dans la Creuse. Pour dire son « *refus d'un projet destructeur imposé par les industriels et l'État* ». « *Une mine responsable n'existe pas*, dit le collectif. *Elle est seulement responsable - et coupable - des pollutions durables, des destructions de territoires et d'écosystèmes* ». ■







L'exploitation des mines d'or de la Bellière à Saint-Pierre-Montlimart en 1904. La salle des machines. Les fours d'essai des minerais. DR

Saint-Pierre-Montlimart, le souvenir des gueules noires

AUGUSTIN PAPERON

LE VILLAGE de Saint-Pierre-Montlimart a des gènes en or. En témoigne aujourd'hui encore son impressionnante aurière de l'époque gallo-romaine collée au... Carrefour Market.

Mais la véritable aventure commence en 1905, quand la famille Blavier, des châtelains du pays versés dans les sciences, s'installe dans la bourgade. Sur le domaine, ils découvrent par hasard des roches contenant des paillettes du précieux minerai. Puis des aurières, ces immenses fosses creusées par les Gallo-Romains. L'activité est relancée. Mille personnes convergent vers ce petit terroir de France pour y vivre et y travailler, faisant passer la population de 1 500 à 2 500 âmes, entre 1905 et 1910. Des Bretons, des Auvergnats, mais aussi des immigrés. « *Polonais, Italiens, Tchécoslovaques...* », énumère Joseph Brevet, retraité et historien de la petite localité. Une véritable ruche où les locaux, en 1911, ne représentent qu'un quart de l'effectif global des 726 ouvriers. La commune est alors une « *Europe avant l'heure* », s'enthousiasme Serge Piou, le maire de Saint-Pierre-Montlimart.

En quelque cinquante années, et par intermittence, à cause des deux grandes guerres où les mineurs avaient noyé les galeries pour priver les Allemands de leur accès, l'exploitation réussit à extraire plus de 10,5 tonnes d'or et une tonne d'argent. « *C'était l'eldorado des Mauges* (région d'Anjou, NDLR) », dit Joseph Brevet.

Il existe alors un réseau de galeries de 80 kilomètres et une dizaine de puits servant d'entrées. Cette toile souterraine passe sous le village. Le minerai est traité et mis en décantation après cyanuration dans « le laboratoire », pour ne conserver que le précieux métal. Dans le pays, on se souvient du « *bruit assourdissant des machines qui détruisaient les blocs de roche* ». Un villageois revoit encore cet « *homme au visage noir de crasse assis sur le pas de [sa] porte, toussant et crachant pour donner de l'air à ses poumons* ». Beaucoup attrapaient la silicose, causée par l'infiltration de la poussière de quartz dans les poumons. Des éboulements ont aussi marqué l'histoire en provoquant des accidents mortels, raconte Joseph Brevet dans *Une mine d'or en Anjou*, (éditions Pays et Terroirs, 2003).

En 1952, c'est la faillite de la société des Mines de la Bellière. « *Une gabegie incroyable* », se désolent les Montlimartois. L'activité meurt. Mais sans tuer l'espoir, soixante ans après, d'un nouvel âge d'or.